



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier le Vinatier
95 Boulevard Pinel
BP 30039
69678 BRON

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier : Pascal Mariotti

Objet de la consultation

Entretien, maintenance et acquisition d'onduleurs pour les structures intra et extra-muros du Centre Hospitalier Le Vinatier

Comptable public assignataire des paiements

Trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon
3, quai des Célestins
69002 LYON

SOMMAIRE

1. Objet de l'accord-cadre	4
2. Modalités de la consultation	4
2.1 Procédure de passation	4
2.2 Allotissement	4
2.3 Forme et étendue du marché public	4
3. Durée de l'accord-cadre	4
4. Documents contractuels.....	4
5. Obligations des cocontractants	5
5.1. Représentation	5
5.2. Assurances	6
5.3. Obligations administratives	6
5.4. Conformité des fournitures et produits utilisés	6
5.5. Confidentialité – Protection des données personnelles.....	6
5.6. Sécurité et prévention	8
5.6.1. Généralités	8
5.6.2. Plan de prévention	8
5.6.3. Autorisations d'accès du personnel sur les sites.....	8
6. Défaillance du titulaire	9
7. Modifications en cours d'exécution	9
8. Evolution technologique, technique ou réglementaire	9
9. Acquisitions supplémentaires par devis	9
10. Dispositions relatives à la sous-traitance	9
11. Modalités de détermination des prix de règlement.....	10
11.1 Contenu des prix	10
11.2 Forme des prix	10
11.3 Révision des prix	10
11.4 Clause de sauvegarde	12
11.5 Taux de TVA	12
11.6 Monnaie	12
11.7 Offres promotionnelles	13
12. Conditions d'exécution du marché.....	13
12.1 Conditions de passation des bons de commande	13
12.2 Délais d'exécution des prestations	13
12.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations	14
12.4 Concertation en début d'accord-cadre	14
12.5 Stockage, emballage, transport et gestion des déchets	15

12.6	Fermeture des différents sites	15
12.7	Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés	15
12.8	Service minimal en cas d'arrêt de travail (grève) du personnel du titulaire.....	15
13.	Lieux d'exécution	15
14.	Opérations de vérification	15
14.1.	Délai de vérification.....	16
14.2.	Transfert de propriété	16
14.3.	Manquement à l'exécution du service	16
15.	Garantie technique	16
16.	Certificat de bonne exécution du marché	16
17.	Avance	17
18.	Périodicité de la facturation	17
19.	Modalités de règlement.....	17
20.	Facturation et délais de paiement	17
20.1.	Transmission des demandes de paiement	17
20.2.	Paielements des cotraitants	18
20.3.	Paieement des sous-traitants ayant droit au paieement direct.....	18
20.4.	Délais de paieement et intérêts moratoires.....	18
21.	Cession ou nantissement de créances.....	19
22.	Pénalités	19
22.1.	Pénalités de retard pour l'installation et la mise en service d'un nouvel onduleur.....	19
22.2.	Pénalités de retard pour la maintenance	19
22.3.	Pénalités pour indisponibilité.....	20
22.4.	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	20
23.	Application de réfections	20
24.	Exécution aux frais et risques du titulaire	21
25.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	21
26.	Résiliation de l'accord-cadre	21
26.1.	Résiliation pour faute	21
26.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général	21
27.	Droit et langue.....	21
28.	Règlement des différends	22
28.1.	Règlement amiable des différends.....	22
28.2.	Règlement contentieux des différends	22
29.	Garantie	22
30.	Redressement ou liquidation judiciaire	22
31.	Dérogations aux documents généraux.....	22

1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne l'entretien, la maintenance et l'acquisition d'onduleurs pour les structures intra et extra-muros du Centre Hospitalier Le Vinatier. Les prestations couvertes par l'accord-cadre sont les suivantes :

- l'entretien et la maintenance préventive,
- la maintenance curative et/ou palliative sur appel,
- les remplacements de batteries,
- la fourniture et l'installation d'onduleurs neufs.

Lieu d'exécution des prestations :

- Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel (site principal) BP 30039 69678 Bron,
- sites extra-muros¹ dont la liste figure en annexe au présent CCAP.

2. Modalités de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 1°, L. 2123-1 2° et L. 2123-3° du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement

Cet accord-cadre n'est pas alloti car l'objet de la présente consultation ne permet pas l'identification de prestations distinctes (article L. 2113-10 du Code de la commande publique).

2.3 Forme et étendue du marché public

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-2 à 6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

L'accord-cadre à bons de commandes est sans minimum et avec un montant maximum de 220 000 € HT pour la durée globale, reconductions comprises, en application de l'article R. 2162-4 – 2° du Code de la commande publique.

3. Durée de l'accord-cadre

La durée du marché est de 12 mois à partir de sa date de notification.

Le marché peut être reconduit par périodes successives de 12 mois pour une durée maximale de reconduction de 36 mois. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne peut pas s'y opposer.

4. Documents contractuels

¹ Un site extra-muros est un bâtiment situé dans la métropole lyonnaise en dehors du site principal.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du CHLV font seuls foi, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe à l'acte d'engagement relative aux délais ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS)¹ approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) modifié sauf dérogations mentionnées à l'article *Dérogations aux documents généraux* du présent CCAP ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du titulaire ;
- Les dispositions du mémoire justificatif du titulaire qui ne contredisent pas les pièces de l'accord-cadre à bons de commande listées ci-dessus ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de modification apportée en cours d'exécution, tout document modificatif possède la même valeur que le document auquel il se rapporte.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, celle-ci s'y verrait directement appliquée dès sa promulgation. L'opérateur économique doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

N.B. : aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent contrat (exemple : conditions figurant sur les factures, conditions énoncées dans les documents commerciaux, conditions générales de vente imprimées au verso des pièces contractuelles etc.). Seules les dispositions du Code de la commande publique et les documents énoncés ci-dessus sont applicables.

5. Obligations des cocontractants

5.1. Représentation

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et indique par mail cette désignation au titulaire.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le suivi contractuel de l'accord-cadre est assuré par la cellule des marchés du Centre Hospitalier Le Vinatier (cellule_marches@ch-le-vinatier.fr).

¹ Tous les CCAG sont consultables sur le site www.legifrance.fr

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le représentant du titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à l'engager et la ou les personnes chargées d'assurer le pilotage de la mission objet du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une absence, empêchement ou tout autre motif nécessitant le remplacement temporaire ou permanent d'une personne initialement dédiée à l'exécution des prestations, le titulaire doit communiquer au CHLV toute information utile permettant d'apprécier l'équivalence de compétence du remplaçant pressenti afin d'obtenir l'accord préalable de la personne publique sur ledit changement.

En cas de refus, le titulaire a la possibilité de proposer un autre remplaçant sous réserve des dispositions susmentionnées.

A défaut de proposition d'un remplaçant de qualité jugée équivalente à celle de la personne initialement désignée, le CHLV se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions du o) de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

5.2. Assurances

Le titulaire est responsable de tous les dommages accidentels aux tiers et aux matériels causés par un personnel dans l'exercice du présent accord-cadre et doit pouvoir fournir sur demande les attestations d'assurance voulues, garantissant une couverture suffisante appropriée à l'objet de l'accord-cadre, en application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il transmet au CHLV dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations les justificatifs d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément et immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire doit être en mesure de fournir ces mêmes documents pour ses sous-traitants.

5.3. Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail. A ce titre, il fournit les modalités d'accès à ces documents.

5.4. Conformité des fournitures et produits utilisés

Les fournitures afférentes au présent accord-cadre se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

5.5. Confidentialité – Protection des données personnelles

5.5.1 Confidentialité

Tous les documents transmis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du présent accord-cadre doivent rester confidentiels. Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de ces documents à l'échéance de la durée utile d'archivage.

Par ailleurs, le titulaire et le CHLV qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

5.5.2 Clauses relatives au respect du RGPD

Convention de dénomination :

- « **RGPD** » : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- « **candidat(s) au marché public** » : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- « **données personnelles** » : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée** ») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- « **traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- « **responsable du traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- « **sous-traitant au sens du RGPD** » : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent accord-cadre selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel
- BP 30039 - 69678 Bron cedex ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr ;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage de l'accord-cadre ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;

- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :

- **Auprès du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier
Pôle Achat et Ingénierie
Bât 309
95 boulevard Pinel
69678 Bron cedex
Mail : cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

- **Auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier
Déléguée à la protection des données (DPO)
95 boulevard Pinel
69678 Bron cedex
Mail : dpo@ch-le-vinatier.fr

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

5.6. Sécurité et prévention

5.6.1. Généralités

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-FCS, la non-application par le titulaire des mesures de sécurité prévues entraîne la résiliation du marché à ses torts.

5.6.2. Plan de prévention

Plan de prévention

Un plan de prévention des risques est établi conjointement en début d'accord-cadre et est renouvelé annuellement.

5.6.3. Autorisations d'accès du personnel sur les sites

➤ **Autorisation d'accès**

Le titulaire s'engage à se présenter au responsable désigné par le CHLV afin, d'une part, de fournir tous les renseignements relatifs à l'ensemble de son personnel chargé à chaque niveau de l'exécution des prestations et, d'autre part, pour remplir tous les documents nécessaires à l'accès du site pour l'ensemble de ces personnels.

De manière générale, dans un souci de sécurité et de fluidité, toutes les livraisons pour l'établissement doivent s'effectuer depuis l'entrée UHSA, située 40 avenue du Doyen Jean Lépine à Bron.

Les sociétés prestataires et intervenant régulièrement sur l'établissement peuvent se voir attribuer une carte d'accès leur permettant d'accéder au site.

Il revient au titulaire d'assurer la traçabilité de l'utilisateur de la carte, de s'assurer qu'elle n'est pas utilisée pour des missions non liées au présent accord-cadre et de veiller à sa restitution spontanée au terme de la prestation.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le titulaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès du site était refusé à ses employés.

➤ **Accès des véhicules**

Le titulaire transmet au responsable désigné par le CHLV les éléments nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès des véhicules.

Ces autorisations d'accès des véhicules sont conditionnées à la présentation, par le personnel du titulaire, d'un permis de conduire valide tous les six (6) mois, sur demande du CHLV.

Le personnel bénéficiaire d'une autorisation d'accès de véhicule est tenu au respect des règles du Code de la route sur l'ensemble du site, ainsi qu'aux règles de stationnement applicables au CHLV.

➤ **Accès aux sites sous alarme**

Le titulaire s'engage, lorsqu'il est amené à accéder à un bâtiment sous alarme, à ne pas divulguer les codes confidentiels transmis. En outre, il s'engage à respecter les règles d'utilisation des alarmes du CHLV : désactivation et réactivation.

6. Défaillance du titulaire

En cas de défaillance réitérée, le CHLV peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution a été préalablement notifiée au titulaire et soit restée infructueuse, en application des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS.

7. Modifications en cours d'exécution

L'accord-cadre peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R. 2194-2 à R. 2194-9 du Code de la commande publique. Un avenant est alors conclu pour acter ces modifications, hormis le cas d'une révision de prix prévue par l'article « révision des prix » du présent CCAP.

8. Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique ou technique pendant la période d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a la possibilité, après accord écrit du Centre Hospitalier Le Vinatier, de modifier ou remplacer les onduleurs proposés dans l'accord-cadre par des équipements plus performants, notamment d'un point de vue écologique, ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique ou technique majeure ou d'évolution réglementaire, l'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

9. Acquisitions supplémentaires par devis

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire l'acquisition de prestations ou de fournitures non prévues dans les pièces initiales du présent accord-cadre, dès lors que celles-ci sont manifestement en lien avec son objet. L'ajout de telles prestations ou fournitures fait l'objet d'un devis expressément accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le montant cumulé de ces acquisitions supplémentaires ne peut pas dépasser 20% du montant total de l'accord-cadre.

10. Dispositions relatives à la sous-traitance

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite. Cependant, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de celui-ci, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193-3 à 4 du Code de la commande publique.

11. Modalités de détermination des prix de règlement

11.1 Contenu des prix

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date-limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales HT et TTC.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, aux mises en conformité, aux traitements, au coût de la main d'œuvre, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ou jusqu'au lieu d'exécution ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11.2 Forme des prix

Les prix de l'accord-cadre définis au BPUF sont pour partie forfaitaires et pour partie unitaires.

Le prix suivant est de nature forfaitaire :

- redevance annuelle de maintenance préventive des onduleurs.

Les prix suivants sont de nature unitaire :

- main d'œuvre pour la maintenance corrective,
- déplacement pour la maintenance corrective,
- pièces détachées pour la maintenance corrective,
- fourniture d'une batterie,
- fourniture, installation et mise en service d'un onduleur.

Prix des pièces détachées

Pour tout besoin de remplacement de pièces détachées en maintenance corrective, le titulaire adresse un devis préalable au pouvoir adjudicateur (voir notamment article 4 b) du CCTP).

11.3 Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les modalités de révision des prix sont les suivantes :

Ils sont invariables pendant la première période de 12 mois d'exécution de la prestation et sont révisibles à chaque commencement d'une nouvelle période de 12 mois dans les conditions ci-dessous.

Les indices utilisés dans les différentes formules de révision sont les suivants :

Identification indice	Code indice	Libellé indice	Accès aux valeurs des indices
Indice A	ICHT-IME Identifiant INSEE: 001565183	Coût horaire du travail - Industries mécaniques et électriques	Sites internet INSEE ou du Moniteur
Indice B	Identifiant INSEE: 010764037	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques	

11.3.1 Révision des prix de maintenance préventive annuelle

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, est effectué par application aux prix initiaux du marché d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 (0,75 (\text{Indice } A_n / \text{Indice } A_0) + 0,25 (\text{Indice } B_n / \text{Indice } B_0))$$

Dans laquelle :

Indice A_0 ou B_0 désigne le dernier indice définitif publié correspondant au « mois zéro » ;

Indice A_n ou B_n désigne le dernier indice définitif publié à la date de la demande de révision.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Cet ajustement s'applique ligne par ligne aux prix concernés du BPUF.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque reconduction**.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du début de l'accord-cadre par courrier électronique à : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

11.3.2 Révision des prix de main d'œuvre et déplacement

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, est effectué par application aux prix initiaux du marché d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } A_n / \text{Indice } A_0)$$

Dans laquelle :

Indice A_0 désigne le dernier indice définitif publié correspondant au « mois zéro » ;

Indice A_n désigne le dernier indice définitif publié à la date de la demande de révision.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Cet ajustement s'applique ligne par ligne aux prix concernés du BPUF.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque reconduction**.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du début de l'accord-cadre par courrier électronique à : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

11.3.3 Révision des prix correspondant à la fourniture de batteries et à la fourniture, installation et mise en service d'onduleurs

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, est effectué par application aux prix initiaux du marché d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } B_n / \text{Indice } B_0)$$

Dans laquelle :

Indice B_0 = désigne le dernier indice définitif publié correspondant au « mois zéro » ;

Indice B_n = désigne le dernier indice définitif publié à la date de la demande de révision.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Cet ajustement s'applique ligne par ligne aux prix concernés du BPUF.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque reconduction**.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du début de l'accord-cadre par courrier électronique à : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

11.4 Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % par an, l'administration se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

11.5 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

11.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.7 Offres promotionnelles

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le CHLV des éventuelles offres promotionnelles qu'il met en place.

Les réductions de prix affectées aux articles objet de l'accord-cadre durant la promotion s'appliquent pour toutes les commandes passées pour cette période. En dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis à l'accord-cadre. En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés offerts par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

12. Conditions d'exécution du marché

12.1 Conditions de passation des bons de commande

Les prestations sont réalisées suite à l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont transmis par voie électronique. A cette fin, le titulaire indique au pouvoir adjudicateur l'adresse électronique adéquate pour la transmission des bons de commande.

Chaque bon de commande précise :

- L'identification des parties : administration et titulaire,
- L'adresse de facturation,
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature,
- La date et le code d'identification du service en charge du paiement : CHV_AVEC_CMD + Numéro d'engagement transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres), à transmettre par le titulaire sur ChorusPro,
- La désignation, la quantité et la référence des prestations à exécuter ou fournitures à livrer,
- Le montant du bon de commande (en HT / TTC, taux TVA),
- La référence de l'accord-cadre,
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser,
 - Les conditions particulières d'exécution,
 - Les délais de réalisation de la prestation,
 - Le lieu d'exécution de la prestation,
 - Les documents à fournir à l'issue de la prestation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et doivent être réalisés jusqu'à leur complète exécution. En tout état de cause, en application de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, la prolongation de l'exécution des bons de commande au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre doit s'effectuer dans des conditions qui ne méconnaissent pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

12.2 Délais d'exécution des prestations

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Maintenance préventive

Il n'y a pas de délai d'intervention pour les opérations de maintenance préventive. En effet, celles-ci suivent la planification établie par le titulaire (voir article 4 a) du CCTP.

Maintenance curative et/ou palliative sur appel et/ou mail

Le titulaire précise dans l'annexe à l'acte d'engagement son délai maximum d'intervention pour le correctif pour chacune des deux catégories d'onduleurs, sachant que le délai indiqué ne pourra excéder 24 heures pour les onduleurs identifiés à l'article 2 du CCTP et 48 heures pour les autres à compter de l'appel et/ou mail du Responsable des Services Techniques du Centre Hospitalier Le Vinatier ou son représentant. Les délais ainsi définis par le titulaire sont contractualisés et servent de base pour le calcul d'éventuelles pénalités de retard.

Acquisition d'onduleurs neufs

Le titulaire précise dans l'annexe à l'acte d'engagement le délai maximum d'installation et de mise en service d'un nouvel onduleur, qui ne peut excéder 10 jours ouvrés après la notification du bon de commande. Le délai ainsi défini par le titulaire est contractualisé et sert de base pour le calcul d'éventuelles pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités pour retard prévues à l'article *Pénalités* du présent CCAP.

12.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- **si** le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation, conformément à l'article 13.3.4 du CCAG-FCS.

Toute demande doit être adressée au pouvoir adjudicateur au mail suivant : _cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

12.4 Concertation en début d'accord-cadre

Le titulaire convient, dans les 10 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, d'un rendez-vous avec le représentant du CHLV ou son suppléant, pour définir clairement l'exécution pratique des prestations et l'établissement d'un planning prévisionnel d'intervention.

12.5 Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage le transport des fournitures et la gestion des déchets sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison de la fourniture dûment constatée par le Centre Hospitalier Le Vinatier.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tri éventuel et d'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

12.6 Fermeture des différents sites

Les différents sites du CHLV (intra-muros ou extra-muros) sont ouverts toute l'année. Néanmoins, aucune intervention ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés, sauf spécification particulière.

De plus, dans le cas d'une fermeture en cours d'année, quelle que soit la période, le CHLV en informe le titulaire au **minimum quinze (15) jours auparavant**. Aucune prestation ne sera réalisée pendant cette fermeture. Il en est de même en cas de pont ou de week-end prolongé.

12.7 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés

L'exécution normale du service ne sera pas interrompue pendant la période éventuelle de fermeture de l'entreprise du titulaire.

Si le titulaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit faire assurer les prestations qui lui sont confiées dans les mêmes conditions que celles prévues au présent accord-cadre.

12.8 Service minimal en cas d'arrêt de travail (grève) du personnel du titulaire

En cas d'arrêt de travail (grève) de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies par le CHLV, indispensables au maintien de l'activité de soins de l'hôpital.

13. Lieux d'exécution

Les prestations sont effectuées par le titulaire dans les sites indiqués dans l'annexe au CCTP présentant la liste des onduleurs avec le lieu d'installation de chacun d'entre eux.

14. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le CHLV ne requiert pas la présence du titulaire pour les vérifications. En conséquence, le titulaire n'est pas obligatoirement avisé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux spécifications techniques du marché.

Les opérations de vérification qualitative sont effectuées par le représentant du CHLV conformément aux dispositions suivantes :

14.1. Délai de vérification

Le CHLV effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au pouvoir adjudicateur est fixé à quinze (15) jours à compter de la date de livraison pour procéder aux opérations de vérification autres que celles mentionnées ci-dessus et notifier la décision au titulaire. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

Les décisions d'ajournement ou de rejet sont notifiées au titulaire, qui a dix jours pour présenter ses remarques. Sans observation à l'issue des dix jours, il est fait application de la décision.

En cas de recours, les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations d'admission sont prolongés du délai nécessaire à l'exécution d'analyses complémentaires qui restent à la charge du titulaire.

14.2. Transfert de propriété

La notification de la décision d'admission ou l'absence de décision d'admission au-delà de quinze (15) jours entraîne le transfert de propriété et l'exigibilité de la créance.

14.3. Manquement à l'exécution du service

Dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, une intervention immédiate du représentant du CHLV auprès du titulaire ou de son responsable de site est possible, afin que ce dernier procède sans délai aux corrections nécessaires avant qu'il soit fait application de réfections.

En cas de persistance de l'inexécution ou de l'exécution partielle, une fiche d'événement, établie lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, est transmise au pouvoir adjudicateur par les services effectuant le contrôle.

15. Garantie technique

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

En outre, conformément à l'article 8 du CCTP, le titulaire indique dans son offre la durée et le contenu de la garantie des équipements neufs qu'il propose.

Les équipements sont garantis contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du Code civil, l'acheteur étant réputé être un non professionnel pour les achats qui font l'objet du présent contrat.

16. Certificat de bonne exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations un « **certificat de bonne exécution de l'accord-cadre** », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des prestations attendues n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;

- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard.

17. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

17.1. Montant de l'avance

Il est précisé que c'est l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS qui est retenue pour le paiement de l'avance au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct si le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est fixée à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisée par cette durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 du même Code est fixé à 20 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

17.2. Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois.

17.3. Modalités de remboursement de l'avance

Les articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique s'appliquent au remboursement de l'avance.

18. Périodicité de la facturation

La maintenance préventive forfaitaire annuelle est facturée semestriellement à terme échu en fonction des prestations effectuées.

Les autres prestations de maintenance sont facturées après service fait et transmission d'un rapport d'intervention.

L'acquisition des onduleurs neufs est facturée en une fois à l'issue de l'admission des équipements.

19. Modalités de règlement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

20. Facturation et délais de paiement

20.1. Transmission des demandes de paiement

Les factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET du Centre Hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le numéro du bon de commande (deux lettres + six chiffres) auquel rattacher la facture, qui devra être transmis au fournisseur par le service commanditaire.
- Le numéro de l'accord-cadre.

La transmission des factures au Centre Hospitalier Le Vinatier se fait de manière dématérialisée sur le portail national CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Le code service à sélectionner pour déposer la facture est : CHV_AVEC_CMD

20.2. Paiements des cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou des membres du groupement sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

20.3. Paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

20.4. Délais de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier doit effectuer le paiement dans un délai maximal de 50 jours. Cependant, dans la pratique, les paiements sont régulièrement effectués dans un délai plus court.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le CHLV.

En cas de retard de paiement par le CHLV, le fournisseur a droit au versement d'intérêts moratoires légaux, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le comptable payeur est la Trésorerie Hospitalière de la Métropole de Lyon - 3 Quai des Célestins - 69002 LYON.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre est appelée sur les retards de paiement qui pourraient être générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,

- retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire de l'accord-cadre suspendent de plein droit le délai de paiement.

21. Cession ou nantissement de créances

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué à l'accord-cadre (sur l'acte d'engagement).

22. Pénalités

Les pénalités sont cumulatives et cumulables avec les réfections et l'exécution aux frais et risques.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités définies aux deux articles ci-dessous sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire n'est pas invité à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant n'excède pas 1 000 euros H.T. pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard appliquées ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du bon de commande.

22.1. Pénalités de retard pour l'installation et la mise en service d'un nouvel onduleur

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai contractuel d'installation et de mise en service des équipements, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

22.2. Pénalités de retard pour la maintenance

Les dispositions ci-dessous dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

En cas de non-respect du délai contractuel pour la remise du compte rendu d'intervention (48 heures) ou du rapport de maintenance préventive (2 semaines), le prestataire encourt une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

En cas de non-remise du planning de maintenance préventive dans le délai fixé à l'article 4 a) du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

En cas de non-respect du calendrier d'intervention préventive, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

Lorsque que le délai contractuel d'intervention pour la maintenance curative et/ou palliative sur appel et/ou mail est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 200 € par heure de retard.

Pour la fourniture des nouveaux matériels et évolution de la prestation :

En cas non-respect du délai contractuel défini pour la remise du devis détaillé de remplacement des équipements défectueux (48 heures), le prestataire encourt une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

22.3. Pénalités pour indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'acheteur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu déterminé au préalable.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'acheteur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-dessous.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard.

22.4. Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

23. Application de réfections

Le titulaire encourt des réfections conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, le projet de réfaction applicable sur la facture concernée. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception pour présenter ses observations.

En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction.

24. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par mail, confirmé par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non-réactivité du titulaire, le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, sous réserve que les prestations ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

25. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le pouvoir adjudicateur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS sont applicables.

26. Résiliation de l'accord-cadre

26.1. Résiliation pour faute

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Le Vinatier peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, dans les cas décrits à l'article 41 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS, pour les cas de figures évoqués aux g, i, m et n de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre sans mise en demeure.

Le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS. La décision de résiliation le mentionne expressément.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

26.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, si le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

27. Droit et langue

Toute clause des conditions générales de vente du fournisseur est réputée nulle et non avenue, seules font foi les dispositions prévues au présent document.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

28. Règlement des différends

Les différends sont réglés conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

28.1. Règlement amiable des différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre peut être soumis par le titulaire au CHLV. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

A défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir le médiateur des entreprises de la région Auvergne-Rhône-Alpes (liste consultable au lien suivant : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Le-mediateur-des-entreprises>).

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

28.2. Règlement contentieux des différends

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Si l'affaire doit être portée devant les tribunaux, seul le Tribunal Administratif de LYON est compétent (Tribunal Administratif de LYON - 184, rue Duguesclin - 69003 LYON – France / Tél. : 04 87 63 50 00).

29. Garantie

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des éléments livrés, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

30. Redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire conformément à l'article L. 622-13 du Code de commerce (sauvegarde ou redressement judiciaire) ou à l'article L. 641-11-1 du même Code (liquidation judiciaire).

Si le liquidateur judiciaire ne reprend pas les obligations du titulaire, l'accord-cadre est résilié conformément à l'article 39.2 du CCAG-FCS.

31. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-FCS par les articles suivants du CCAP :

L'article 4 (documents contractuels) déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8 (évolution technologique, technique ou réglementaire) déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'article 11.4 (clause de sauvegarde) déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'article 12.2 (délais d'exécution des prestations) déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 14 (opérations de vérification) déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article 22 (pénalités) déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 24 (exécution aux frais et risques du titulaire) déroge à l'article 45 du CCAG-FCS.

L'article 26.2 (résiliation pour motif d'intérêt général) déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.